



M. le Directeur

Ce comité technique se tient entre deux élections qui auront forcément un impact sur l'ensemble des citoyens en général et sur les salariés de la défense en particulier, tout au moins pour ce qui nous concerne directement. Tout d'abord, la CGT ne peut que se féliciter de l'élimination de la candidate de l'extrême droite porteuse d'idées et de propositions aussi mortifères que nauséabondes. La CGT, toute la CGT combat depuis toujours les idées de haine, de racisme, d'homophobie, etc...véhiculées par une extrême droite antidémocratique et antirépublicaine. Pour autant, d'une part la bataille ne s'est pas terminée au soir du deuxième tour de l'élection présidentielle, car, comme l'écrivait Brecht : il est encore fécond le ventre d'où a surgit la bête immonde, et d'autre part, le candidat des banques et de la finance qui a été élu ne recevra jamais un blanc-seing de la part de la CGT.

Pour combattre les idées populistes qui fleurissent dans la société, il faut mettre en place une politique répondant aux aspirations des salariés, retraités et privés d'emploi. Tout le contraire en somme de ce qu'a pratiqué le nouveau Président de la République au temps où il était en charge des finances publiques. Comme vous pouvez le constater, pour les salariés, l'heure ne doit pas être aux réjouissances, et si l'extrême droite a été écartée, la politique libérale que Macron et ses sbires comptent mettre en place sera au moins combattue par la CGT. La déréglementation du travail, les reculs successifs de l'âge de la retraite, la casse des services publics, les cadeaux exorbitants faits au patronat, y compris sous un habillage jeune et nouveau ne sont que des retours au 19^e siècle avec leur lot de chômage et de désespoir qui poussent les citoyens vers le repli sur soi.

Sans bien évidemment faire de procès d'intention, la politique en matière de défense définie par le chef de l'État aura des conséquences sur nos industries, et tous nos établissements. Est-il utile de rappeler que notre ministre, soutien du nouveau Président de la République a à son passif la reprise de la LPM Sarkozy-Morin et ses 78 000 suppressions d'emplois, des fermetures de sites par dizaines, des externalisations massives, la casse des statuts, l'intégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, la création d'une armée projetable...

Vous comprendrez donc que compte tenu de la conception que nous avons du rôle et des missions de la défense nous sommes pour le moins perplexes quant au contenu du prochain livre blanc et de la LPM 2019-2025. Aujourd'hui, les plus satisfaits de la politique menée lors des dernières années doivent être les actionnaires des grands groupes privés fabricants d'armement. Faute d'avoir eu un ministre, nous avons eu un excellent VRP. Dommage pour les populations qui en ont fait les frais.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, il va falloir passer à une autre séquence. Il est clair que nos matériels sont surutilisés puisque les engagements actuels dépassent de plus de 30% le contrat opérationnel. Le renforcement des capacités pour l'armée de l'air, première engagée dans les OPEX demande des moyens. Lors de cette campagne, la CGT a demandé aux candidats quelles étaient leurs propositions en matière de défense. Peu nous ont répondu, que ce soit sur l'aspect social, stratégique ou financier. Doit-on consentir un effort de défense dicté par une politique interventionniste ? Doit-on s'aligner sur le diktat des USA par l'intermédiaire de l'OTAN pour un budget de la défense à 2% du PIB comme le réclament les états-majors ? Pour la CGT la question mérite d'être mise en débat, en définissant les missions, le rôle et les besoins de nos armées. Alors bien sûr, nous savons que vous n'avez pas tous les leviers pour répondre à ces questions, et que le CTR n'est pas forcément le lieu adéquat pour aborder ces sujets. Pourtant, c'est bien de cela que dépendent nos activités, c'est peut-être la raison pour laquelle les organisations syndicales et les citoyens sont écartés de ce débat.

Pour ce qui concerne plus directement ce CTR, comme je le disais au départ, il fait suite à une élection tout en précédant une autre, mais il fait aussi suite à un mouvement d'ampleur qui a concerné nombre d'établissements de l'armée de l'air avec un dénominateur commun, la CGT. Nous voulons

parler de ce que le ministre appelait la modernisation du statut d'ouvrier de l'état et ce que nous qualifions de casse du statut. Sur cette question, et sans rentrer dans les détails que tout le monde connaît, la CGT reste mobilisée, comme aujourd'hui où de nombreux établissements sont dans l'action pour le rétablissement de nos décrets salariaux. Eh oui, la bataille continue, n'en déplaise à ceux qui ne l'ont pas menée comme à ceux qui ont été un peu trop prompts à rendre hommage aux valeureux combattants.

La bataille sur les statuts continue aussi par le biais des recrutements. Comme nous l'avons dit lors de la préparation de ce CTR, il est nécessaire de remettre en place des recrutements sur concours, mais aussi de pérenniser le corps des TSO en ouvrant des postes et aussi en autorisant les recrutements de TSO. Urgent aussi de régler la situation des D49 comme le revendique la CGT et d'autres OS. Une réunion sur la question se tiendra le 22 mai, et nous espérons bien que la DRH-AA mettra tout son poids pour régler définitivement cette injustice.

Toujours sur la question des recrutements, les élus CGT ont pu visiter les sites de l'AIA-BR, ce qui nous amène à nous poser quelques questions. Nous y avons rencontré des personnels en difficulté liées au manque de vision à long terme. Pas ou peu de perspectives en matière de charge et de recrutements, des relations difficiles entre les salariés et entre les employeurs et donneurs d'ordre qui débouchent inmanquablement sur des situations anxiogènes. Le constat pourrait être le même sur des sites de l'armée de l'air opérationnelle, mais aussi sur d'autres AIA. Ce qui nous conforte dans nos revendications de création d'un CHS-CT de réseau, mais aussi d'une participation de la CGT au conseil de surveillance du SIAé.

Comme vous le savez, la CGT a mandaté deux experts sur des questions qui sont à l'ordre de jour. La formation avec là aussi de fortes interrogations sur les filières, la formation en interne, la formation initiale qui ne correspondent pas aux besoins de nos établissements. À ce sujet, nous sommes un peu étonnés de ne pas voir à l'ordre du jour une discussion sur la création ou la remise en service des écoles de formations du MINDEF. Probablement un oubli de votre part. Comme d'ailleurs la création d'une filière étatique de démantèlement, déconstruction et stockage des aéronefs de l'armée. Sans doute un autre oubli.

Dans un autre domaine, il n'a pas pu vous échapper la parution d'un rapport parlementaire concernant le transport stratégique. Il est clairement dénoncé la situation de dépendance totale de notre pays en la matière. Sans l'intervention couteuse de pays comme la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, la France n'est pas en capacité d'assurer le transport stratégique et tactique pour nos armées. Au-delà de l'aspect financier et du coût exorbitant que cela représente, au-delà du fait que notre pays soit dépendant de puissances étrangères à la démocratie douteuse, quelles solutions l'armée de l'air envisage-t-elle pour remédier à cette dépendance. Cela pose aussi le problème de l'étude et de la conception de matériel permettant de garantir la souveraineté de notre pays, mais aussi la sécurité de nos soldats.

Pour le reste, les années passées nous ont montré combien était nécessaire une véritable GPEC dans notre secteur afin de ne pas se retrouver dans des situations ingérables que ce soit dans le secteur opérationnel ou industriel. Les déflations d'effectifs massives ont fait des ravages dans nos établissements, et ce, aussi bien sur les pertes de compétences que sur les conditions de travail. Aujourd'hui certains établissements bénéficient de recrutements, d'autres non. Il est temps de mettre en place une politique RH axée sur du long terme. Les nouvelles flottes qui, nous le revendiquons, doivent être attribuées au secteur étatique seront encore là dans 30 ou 40 ans. C'est maintenant qu'il faut se donner les moyens en recrutant des personnels au statut, en ré-internalisant nos missions afin de pérenniser tous nos établissements.

En conclusion, nous espérons une nouvelle fois, sans trop d'illusions que nos revendications seront écoutées et entendues, d'autant qu'à l'appel de la CGT de nombreux rassemblements avec dépôt de motion se déroulent aujourd'hui, ce qui aurait tendance à démontrer que les personnels aussi sont en attente de réponses concrètes à leurs inquiétudes.

Merci de votre écoute attentive.